Thomas Charles-Edwards, Morphydd E. Owen, Paul Russel, *The Welsh King and his Court, Cardiff*, University of Wales Press, 2000, 604 p., £ 5.

Bernard Merdrignac

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1707>

DOI : 10.4000/abpo.1707

ISBN : 978-2-7535-1483-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 septembre 2001

Pagination : 149-151

ISBN : 978-2-86847-625-8

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Bernard Merdrignac, « Thomas Charles-Edwards, Morphydd E. Owen, Paul Russel, *The Welsh King and his Court, Cardiff*, University of Wales Press, 2000, 604 p., £ 5. », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 108-3 | 2001, mis en ligne le 20 septembre 2003, consulté le 23 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1707> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1707>

CHARLES-EDWARDS, T. M., OWEN, M. E. & RUSSEL, P., *The Welsh King and his Court, Cardiff*, University of Wales Press, 2000, 604 p., £ 35.

Cet imposant volume collectif publié sous l'égide de *l'History and Law Committee of the Board of Celtic Studies* représente l'aboutissement d'une conférence qui s'est tenue à Gregynog, voici près de huit ans, en 1993, ce qui suffit à expliquer, comme le précisent les éditeurs en avant-propos, que les participants n'aient pas toujours eu l'opportunité d'actualiser leurs contributions. À ce propos, on peut regretter l'absence d'une bibliographie générale que ne vient pallier qu'imparfaitement une liste des abréviations des manuscrits (en langue vernaculaire) ainsi que des sources imprimées. L'ouvrage constitue néanmoins un apport remarquable non seulement à l'histoire du droit, proprement dite, mais encore à l'histoire sociale et politique, voire événementielle. Les vingt-quatre contributions ainsi réunies portent sur les *cyfreithiau llys* (« lois de la cour ») du pays de Galles attribués – plus ou moins fictivement à Hywel Dda (x^e siècle) et qui reflètent les aspirations politiques des légistes des xii^e-xiii^e siècles (David Stephenson, « The Laws of Court : Past reality or Present Ideal »). Comme les précédents volumes (D. Jenkins & M. E. Owen, ed., *The Welsh Law of Women*, Cardiff, 1980; T. M. Charles-Edwards, M. E. Owen & D. B. Walters ed., *Lawyers and Laymen*, Cardiff, 1986) de la série dans laquelle s'inscrit le présent ouvrage, celui-ci associe judicieusement des études pluridisciplinaires sur la société galloise médiévale qui croisent les apports de la linguistique, de l'archéologie, de l'histoire du droit et l'édition des sources primaires, en langues vernaculaires (gallois et irlandais) et en latin, avec traduction anglaise. Morfydd E. Owen publie ici « The Laws of Court from Cyfnerth », tandis que Paul Russell s'est chargé de l'édition des « Laws of Court from Latin B » et du *Canu i Syddogion Llys y Brenin* (liste versifiée des offices de cour attribuée à Taliesin) ainsi que d'un document irlandais tardif sur l'hérédité des offices (*Nósa Ua Main* : « Les coutumes des Uí Mhaine »; C^o Galway), présenté ici à titre comparatif. À cet épais dossier documentaire, aussi riche que complexe, s'ajoutent l'édition par Morfydd E. Owen, en appendice à son étude sur la propagande royale (« Royal propaganda : stories from the Law-texts »), d'extraits relatifs aux origines historico-légendaires de cette législation d'après les rédactions relevant de la version dite Iorwerth (sans doute la plus récente, remaniée dans le royaume de Gwynedd – Nord du pays de Galles – au xiii^e siècle), ainsi que la publication par Nerys Ann Jones du poème du *pencerdd* (« barde en chef ») Cynddelw (xii^e siècle) intitulé *Breintiau gwŷr Powys* (« les libertés des hommes du Powys » – Nord-Est du pays de Galles). L'ensemble est accompagné d'un précieux glossaire qui doit être rentabilisé par référence aux deux autres recueils de la série. Certaines notices (*neuadd*, *aula*; *ystafell*, *camera*, par exemple) constituent d'utiles mises au point sur des notions largement débattues par ailleurs dans l'ouvrage.

Il subsiste en effet une quarantaine de rédactions (en gallois ou en latin) de ces textes législatifs – improprement intitulées « codes » ou « livres » (*llyfr*, *liber*), comme le montre ici David Jenkins. En fait, de telles compilations devaient être destinées à la formation des juges de cour qui s'y référaient effectivement dans leur pratique. C'est pourquoi elles ne se contentent pas de décrire les titres et fonctions des officiers, mais s'attachent à préciser les privilèges (*nawdd*, *refugium* : « immunité »; *gwerth*, *precium* : « compensation », etc.) dont ceux-ci bénéficiaient. Par son existence même, cette production traduit une transformation des cadres politiques du Pays de Galles à l'instar de ses puissants voisins. Ainsi, l'accroissement numérique des officiers de la reine et leur montée en puissance

ce dans la version dite Iorwerth atteste probablement de l'influence de Jeanne, bâtarde de Jean-sans-Terre, qu'a épousé Llywelyn ap Iorwerth (1187-1240) pour s'intégrer à la féodalité anglo-normande et faire ainsi reconnaître son autorité sur l'ensemble du pays, y compris par les seigneurs normands du Sud. Ainsi, par certains aspects, la rédaction de ces textes législatifs correspond à un accroissement de la pression du pouvoir royal et répond par conséquent à un besoin de formaliser par l'écrit les limites de l'arbitraire. Elle s'inscrit ainsi dans un large courant de production et de conservation d'archives qui représente un tournant dans les pratiques administratives des royaumes et des principautés occidentales au cours du Moyen Âge central.

Pourtant cette documentation n'a pas d'équivalent dans les royaumes capétien ou Plantagenêt de la même époque. Depuis les études pionnières de J. G. Edwards, il est d'usage de la rapprocher du *De Ordine Palatii* (882) de l'archevêque de Reims Hincmar ou de la *Constitutio Domus Regis* anglo-normande (probablement rédigée en 1135, à l'occasion de l'accession sur le trône d'Angleterre d'Étienne de Blois). D. B. Walters (« Comparative Aspects of the Tractates on the Laws of Court ») reprend ici la question à nouveaux frais. Au passage ce chercheur s'étonne que le modèle carolingien du couronnement royal n'ait guère eu d'influence au Pays de Galles « étant données les connexions entre la Bretagne et le pays de Galles » [p. 388 : *Given the connections between Brittany and Wales*] après avoir fait référence, entre autres, à l'onction royale que l'épiscopat breton aurait conféré à Nominoé en 848 dans la cathédrale de Dol ! Il n'y a pourtant pas lieu d'être surpris en l'occurrence. Hubert Guillotel a démontré récemment que l'*Indiculus de episcoporum depositione* sur lequel repose la légende du sacre de Nominoé était un faux qui n'était probablement guère antérieur au XII^e siècle (« Genèse de l'« *Indiculus de episcoporum depositione* » », dans C. Laurent, B. Merdrignac, D. Pichot, *Mondes de l'Ouest et villes du monde. Regards sur les sociétés médiévales. Mélanges en l'honneur d'André Chédeville*, Rennes, PUR/SHAB, 1998, p. 129-138). L'étude de D. B. Walters fournit donc une occasion – trop belle pour être manquée ! – de réfuter une fois de plus une idée fausse, décidément bien enracinée : Nominoé n'a jamais été roi de Bretagne ; quant à ses successeurs, s'ils ont effectivement obtenu les *regalia* de la part du Carolingien, ils n'ont été ni couronnés, ni encore moins sacrés, pas davantage que leurs confrères d'outre-Manche !

Deux lignes de force se dégagent notamment des diverses monographies consacrées à tel ou tel office spécifique (A. D. Carr, « *Teulu and Penteulu* » ; H. Pryce, « The Household priest [*Offeiriad Teulu*] » ; J. B. Smith, « *Ynad Llys, Brawdwr Llys, Iudex curie* » ; M. E. Owen, « Medics and Medicine » ; D. Jenkins, « *Bardd Teulu and Pencerdd* », entre autres. D'une part, l'extrême mobilité des cours galloises qui se déplacent sans cesse d'une résidence royale à l'autre ; d'autre part, la confusion des fonctions domestiques et des fonctions politiques. Or, pour des motifs politiques et économiques à la fois, ces caractéristiques se retrouvent dans toutes les cours royales du haut Moyen Âge. Le terme *palatium*, dans la documentation carolingienne, recouvre le même champ sémantique que le mot *llys* dans les textes gallois : le roi franc visitait ses *palatia* (« résidences ») suivie par son *palatium* (« cour ») à l'instar du *bre-nin* (« chef ») chefs gallois qui parcouraient un réseau de *llysoedd* en compagnie de la *llys* royale. Mais l'échelle de cette itinérance de la cour était évidemment toute différente, si bien que lorsque ce nomadisme n'eut plus pour motivation essentielle la levée des redevances en nature, il persista ici pour des raisons de proximité politique. De même, le titre gallois *distain* (« sénéchal ») constitue un calque de l'anglo-saxon *discthegn* (« officier passe-plats ») qui souligne le

caractère domestique, à l'origine, des fonctions de cet officier responsable du ravitaillement de la cour et chargé de présenter les plats à la table du roi. Mais, par exemple, au ^{xiii}^e siècle, Goronwy ab Ednyfed, *distain* du roi Llywelyn ap Iorwerth, faisait davantage office de Premier ministre que de maître d'hôtel! Aussi l'entreprise de réécriture des *cyfreithiau llys* par les légistes du Moyen Âge central a eu pour effet de fossiliser les aspects rituels et domestiques des offices de cour. Le parti (délibéré?) de faire l'impasse sur leurs fonctions politiques est sans doute l'expression d'une vision idéale et obsolète d'une royauté festive et répartitive. David Stephenson remarque ainsi qu'alors que les trois principales fêtes du calendrier liturgique (Noël, Pâques et la Pentecôte) sont récurrentes dans ces textes législatifs, pratiquement aucune des chartes qui peuvent être datées durant les ^{xii}^e-^{xiii}^e siècles n'ont été instrumentées à de telles occasions, censées pourtant renforcer, autour de la cour, la cohésion des couches dominantes de la société.

En bref, l'intérêt de ce recueil collectif dépasse largement le cadre de l'histoire des pays celtiques au Moyen Âge. Les auteurs proposent ici des grilles de lecture appropriées pour aborder certains des témoignages parmi les plus détaillés, mais aussi parmi les plus problématiques, sur la structure et le fonctionnement d'une cour royale dans l'Occident médiéval.

Bernard MERDRIGNAC

ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES, Groupe de « La civilisation de l'écrit au Moyen Âge », Conseils pour l'édition de textes médiévaux. Fascicule I, *Conseils généraux*, sous la dir. de Françoise Vieliard; fascicule II, *Actes et documents d'archives*, sous la dir. d'Olivier Guyotjeannin, Paris, CTHS, 2001. 80 F/12,20 € chaque fasc.

Le « retour du texte » sous le sceau duquel s'ouvre le ^{xxi}^e siècle pour les médiévistes s'accompagne d'un renouveau de la diplomatique qui n'est d'ailleurs pas toujours forcément perçu à sa juste mesure parmi les spécialistes d'autres périodes historiques. Comme le remarque Emmanuel Poulle, directeur honoraire de l'École des chartes dans l'avant-propos du premier fascicule, les chercheurs français affirment aujourd'hui avec force « la nécessité d'un retour vers l'érudition, avec ses exigences irréductibles en même temps que son intégration délibérée à un questionnement proprement historien ». C'est pourquoi, il faut se féliciter de la diffusion de ces *Conseils pour l'édition de textes médiévaux* qui constituent la mise en forme définitive des documents de travail internes élaborés à l'École des chartes à l'usage de ses élèves et des membres du groupe de recherche « Civilisation de l'écrit au Moyen Âge » au cours de plusieurs décennies de pratique et de réflexion afin de préciser « les principes qui doivent présider à l'édition des documents médiévaux ».

« L'édition est un travail historique à part entière ». Tel est le « Credo » que tout médiéviste est prêt à conjuguer avec les éditeurs de ces fascicules. La réflexion théorique en matière d'édition critique des textes littéraires, dans la mesure où elle a davantage prêté à controverses, est plus avancée que celle qui concerne les « sources documentaires » dont les éditeurs doivent faire avec le pragmatisme qui a longtemps prévalu chez leurs prédécesseurs. Le parti de traiter l'ensemble des disciplines concernées par l'art de l'édition constitue donc de la part des coordonnateurs de ce travail d'équipe une démarche originale qui rend compte de l'architecture de la présente publication. « On a d'a-